

comme l'aide dans ce domaine et les programmes nucléaires israélo-sud-africains. Les États, cependant, restèrent divisés sur l'interdiction complète des essais nucléaires et sur les progrès à accomplir pour parvenir au désarmement nucléaire. Pour finir, la rédaction d'un document final fut rendue possible, grâce à une formule précisant que, «à l'exception de certains États», les participants à la Conférence regrettaient vivement qu'aucun traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'ait encore été conclu et qu'ils exhortaient les États concernés à reprendre les négociations en 1985. Ces États dont il était question, à savoir les États-Unis et le Royaume-Uni, réaffirmaient leur attachement à l'objectif final, soit l'interdiction complète des essais nucléaires, mais ils soutenaient que le désarmement nucléaire passait tout d'abord par une réduction substantielle et vérifiable des arsenaux nucléaires.

Pendant les quatre semaines que dura la Conférence d'examen de 1990 à Genève, un travail très fructueux fut accompli. Voici, brièvement exposés, quelques-uns des principaux résultats obtenus :

- Des discussions prometteuses au cours desquelles plusieurs États fournisseurs de matières nucléaires (dont la Belgique, l'Italie et l'Union soviétique) reconnurent la validité du texte préliminaire aux termes duquel toutes leurs exportations de produits nucléaires ne pourraient avoir lieu que si les pays destinataires acceptaient des «garanties généralisées»;
- Un accord sur les mesures propres à renforcer les garanties fixées par l'AIEA;
- Un accord sur des textes préliminaires concernant les attaques d'installations nucléaires par des forces armées, l'intérêt d'avoir des zones dénucléarisées, l'assistance technique aux pays en développement, une demande visant à soumettre les installations nucléaires d'Israël et de l'Afrique du Sud aux garanties prévues par l'AIEA, ainsi que différentes mesures importantes pour renforcer le TNP; et
- Un accord en vertu duquel, tout en fournissant unilatéralement des assurances négatives comme ils l'avaient fait dans le passé, les États détenteurs d'armes nucléaires procéderaient à des consultations sur le projet de traité proposé par le Nigéria et d'autres États.

Au cours de la Conférence d'examen, cependant, ces accords furent éclipsés par un différend portant sur le respect des obligations faites par l'article VI aux États dotés d'armes nucléaires. Pendant toute la Conférence, les États-Unis et le Royaume-Uni, fermement appuyés par le groupe des États occidentaux, affirmèrent qu'au cours des cinq dernières années écoulées, de grands progrès avaient été réalisés dans le domaine de la limitation des armements. Ils citèrent le Traité de 1987 sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), conclu entre Washington et Moscou, et parlèrent des grands espoirs suscités par la signature prochaine d'un traité sur la réduction des armements stratégiques (START). Ils soulignèrent